

Bulletin d'actualités

Février 2026

SOMMAIRE

Décret n° 2025-1193 du 8 décembre 2025 relatif à la périodicité de la visite médicale d'information et de prévention pour les agents de la fonction publique territoriale.

Rupture conventionnelle : fin de l'expérimentation.

Rémunération : ce qui change au 01/01/2026.

Jurisprudences

La minute de prévention

Un nouveau décret, publié le 11 décembre 2025, vient modifier les règles de la Visite d'Information et de Prévention (VIP) pour les agents publics territoriaux. Si la périodicité s'assouplit pour certains, une surveillance renforcée est instaurée pour les profils nécessitant une attention particulière.

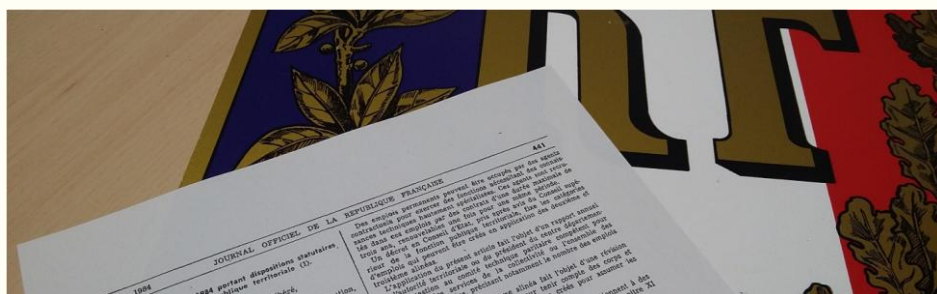
Le cadre du suivi médical dans la fonction publique évolue. Conformément à l'article [L.812-4 du Code général de la fonction publique](#) (CGFP), tout agent, qu'il soit fonctionnaire ou contractuel, bénéficie d'un examen médical périodique. Cette étape clé permet de faire le point sur son état de santé, d'identifier les risques liés au poste et de sensibiliser aux mesures de prévention.

Fin du "tous les deux ans" systématique.

Jusqu'à présent, la réglementation imposait une visite médicale au minimum tous les deux ans pour l'ensemble des effectifs.

Le décret n°2025-1193 du 8 décembre 2025 modifie la périodicité de cette visite et prévoit des dispositions spécifiques pour les agents nécessitant une surveillance médicale renforcée, à savoir :

- Les personnes en situation de handicap ;
- Les femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitantes ;
- Les agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ;



Bulletin d'actualités

Février 2026

- Les agents affectés à un poste les exposant à un risque particulier pour leur santé ou leur sécurité, consigné sur la fiche des risques professionnels prévue à l'article 14-1 du décret du 10 juin 1985 ;
- Les agents souffrant de pathologies particulières ;
- Les agents dont le poste de travail ou les conditions d'exercice des fonctions ont été aménagés, sur proposition du médecin du travail, compte tenu de l'âge, de la résistance physique ou de l'état de santé des intéressés ;
- Les agents bénéficiant d'une période de préparation au reclassement.

Pour ces agents, une visite avec le médecin du travail est désormais prévue **tous les quatre ans**, complétée par des visites intermédiaires avec une infirmière **tous les deux ans**.

Une période de transition de deux ans

Afin de garantir une mise en œuvre efficace, le service de médecine du travail du CDG 27 maintient le rythme bisannuel (tous les deux ans) temporairement pour l'ensemble des agents au cours des deux prochaines années.

Ce délai de transition doit permettre aux professionnels de santé d'identifier les agents nécessitant une surveillance médicale renforcée et aux assistants de prévention de finaliser la transmission des fiches de risques professionnels, documents indispensables pour identifier les agents exposés à un risque particulier.

La mise en place d'un nouveau logiciel pour vous accompagner au second semestre 2026

Pour accompagner cette réforme, le service de médecine du travail se dote d'un nouvel outil : le logiciel **PADOA**. Ce logiciel guidera les collectivités dans la rédaction des fiches de risques professionnels en lien avec votre Document Unique Evaluation des Risques Professionnels (DUERP).

Véritable interface entre les services de santé, les collectivités et les agents, PADOA offre un accès sécurisé à chaque acteur. Les collectivités pourront mieux piloter leur politique de prévention, tandis que chaque agent disposera d'un espace personnel pour consulter son suivi et ses informations de santé au travail.

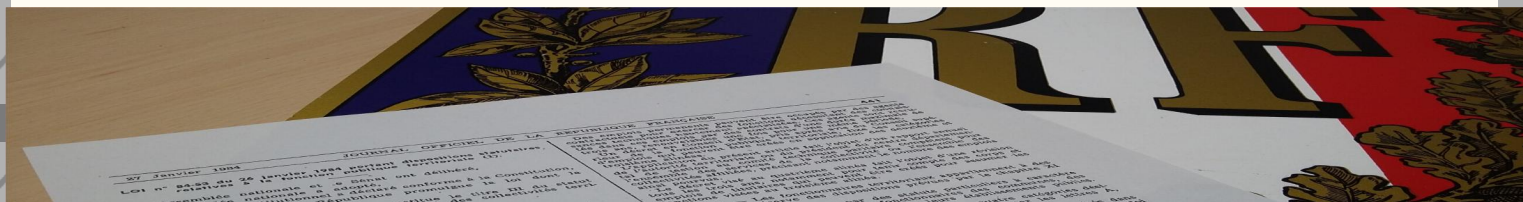
Rupture conventionnelle : fin de l'expérimentation

Conformément à l'article 72 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, l'expérimentation de la rupture conventionnelle pour les fonctionnaires s'est achevée le **31 décembre 2025**.

La pérennisation du dispositif a été annoncée par le gouvernement, mais à ce jour, en l'absence de texte, aucune rupture conventionnelle ne pourra être conclue après le 31 décembre 2025.

Compte tenu des délais réglementaires de la procédure, fixés par le décret n° 2019-1593 du 31 décembre 2019, **seules les demandes de rupture conventionnelle réceptionnées avant le 15 novembre pouvaient être effectives avant la fin de l'expérimentation**.

S'agissant des **agents contractuels** recrutés par contrat à durée indéterminée, le dispositif a été pérennisé et codifié à [l'article L552-1 du CGFP](#). Des ruptures conventionnelles pourront donc être conclues postérieurement au 31 décembre 2025.



Bulletin d'actualités

Février 2026

Rémunération : ce qui change au 1er janvier 2026

- Plafond de la Sécurité sociale

- Le plafond mensuel de la sécurité sociale est fixé pour 2026 à 4 005 €.

- SMIC et indemnité différentielle

- A compter du 01/01/2026, le SMIC brut mensuel est fixé à **1 823.03 €**
- Par conséquent, une indemnité différentielle sera versée aux agents dont l'indice de rémunération est inférieur à ce montant soit :
 - ❖ Aux agents de catégorie C1, de l'échelon 1 à 5.
 - ❖ Aux agents de catégorie C2, de l'échelon 1 à 3.

- Retraite

- Régime CNRACL

- ❖ Le taux de la cotisation employeur passe à **37.65 %**

- Régime Général

Le taux de la cotisation employeur au titre de l'assurance vieillesse applicable sur la totalité de l'assiette passe à **2,11%**

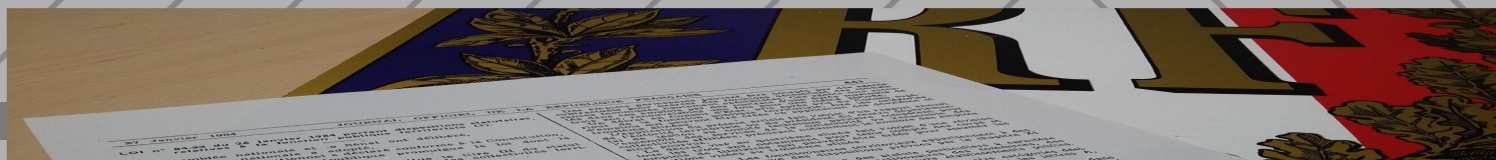
Les taux des cotisations IRCANTEC évoluent comme suit :

- Part employeur :

- ❖ Taux sur la tranche A passe à **4.27 %**
- ❖ Taux sur la tranche B passe à **12.75 %**

- Part agent :

- ❖ Taux sur la tranche A passe à **2.84 %**
- ❖ Taux sur la tranche B passe à **7.06 %**



Bulletin d'actualités

Février 2026

Jurisprudences :

Chute d'un agent public devant son domicile : ce n'est pas (toujours) un accident de trajet !

Au retour du travail, « en sortant de son véhicule » pour se rendre à la porte d'entrée de son domicile, un fonctionnaire est tombé, se blessant au dos. Il a été placé en arrêt de travail mais l'administration a refusé que l'accident considéré comme un accident de trajet, imputable au service, dans la mesure où il est survenu à l'intérieur de la propriété privée de l'agent.

Est réputé constituer en effet un accident de trajet tout accident dont est victime un agent public, sur le parcours habituel entre son lieu de travail et sa résidence et pendant la durée normale pour l'effectuer, sauf si un fait personnel de cet agent ou toute autre circonstance particulière est de nature à détacher l'accident du service.

En l'espèce, les juges du TA d'Orléans ont confirmé la légalité du refus de l'administration de considérer l'accident en question comme un accident de trajet.

On peut rapprocher ce jugement de la [décision du Conseil d'Etat du 27 juin 2025](#) dans laquelle la Haute juridiction avait estimé que l'accident qui survient après que l'agent a quitté son appartement constitue un accident de trajet même s'il se produit dans l'enceinte de la résidence où se trouve l'appartement de l'agent. En l'occurrence, il s'agissait d'un ensemble résidentiel et l'accident était survenu dans le garage collectif.

[TA de Montpellier, 27 août 2025, req. n°2300560.](#)

Agents publics : il ne faut pas utiliser les bornes de recharge électrique du service pour son véhicule personnel

Un agent de sécurité incendie au sein de l'hôtel d'un département, un adjoint technique territorial a demandé au juge administratif d'annuler la sanction d'exclusion de trois jours qui lui a été infligée après s'être absenté de son poste sans autorisation et avoir branché son véhicule personnel sur la borne de recharge réservée aux véhicules de service.

En l'espèce, l'intéressé qui était ainsi chargé de veiller, pendant ses permanences, à la sécurité des biens et des personnes sur le site auquel il est affecté, a quitté son poste de travail pour des motifs personnels, en l'occurrence pour aller chercher son repas oublié dans sa voiture, sans prévenir l'agent d'astreinte et son supérieur hiérarchique.

Pour les juges, quelle que soit la durée de cette absence et sa motivation, l'intéressé a manqué aux obligations attachées à ses fonctions qui exigent sa présence sur site durant ses permanences.

De plus, pour sa défense, il estimait avoir agi de bonne foi en l'absence d'indication quant à l'utilisation strictement réservée aux véhicules de service de la borne en question. Mais bien qu'aucun panneau n'indiquait que les bornes électriques étaient strictement réservées aux véhicules de service, l'agent aurait dû s'assurer qu'il pouvait y brancher son véhicule personnel.

Les juges ont donc confirmé la légalité de la sanction contestée.

La Minute de prévention :

2ème numéro

Le CDG27 ambitionne, via un tutoriel, d'informer, sur un point précis de prévention les collectivités et EPCI et ce, en une minute.

Un nouveau numéro est disponible sur la page « [minute de prévention](#) » du site internet du Centre de Gestion (vous pourrez également y retrouver les numéros précédents) :

Le 2^{ème} numéro s'intitule
« Les Ordres de Missions dans la Fonction Publique Territoriale »

(Cliquez sur l'image pour accéder directement à la vidéo)

